

Secrétariat Général

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE,
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT
ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHES

BUREAU DES ACHATS MÉTIERS

N°25-003

SAILMI / SDASEM / BAM

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

**Accord-cadre relatif à la fourniture de gaz propane et presta-
tions associées**

Annexe 1 : Protection des données personnelles

Annexe 2 : Fiche entreprise_mode d'emploi

Annexe 3 : Fiche entreprise_cadre de réponse

*Le présent cahier des clauses administratives particulières comprend 22 pages, y compris celle-ci,
numérotées de 1 à 22.*

S O M M A I R E

ARTICLE 1.	OBJET – DECOMPOSITION – DUREE DE L’ACCORD-CADRE.....	4
1.1.	Objet de l’accord-cadre	4
1.2.	Décomposition de l’accord-cadre	4
1.3.	Forme et durée de l’accord-cadre	4
ARTICLE 2.	ÉTENDUE QUANTITES DE L’ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4.	REPRESENTATION DES PARTIES	5
4.1.	Représentation du pouvoir adjudicateur	5
4.2.	Représentation du titulaire.....	5
ARTICLE 5.	OBLIGATIONS DES PARTIES	6
5.1.	Obligations du titulaire.....	6
5.1.1.	OBLIGATION DE RESULTAT ET RESPONSABILITE:	6
5.1.2.	OBLIGATION D’INFORMATION:	6
5.1.3.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE:.....	6
5.1.4.	CLAUSE SOCIALE – ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE.....	7
5.1.5.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
5.2.	Obligation de l’administration	8
ARTICLE 6.	SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 7.	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	8
7.1.	Monnaie.....	8
7.2.	Forme des prix	8
7.3.	Contenu des prix.....	8
7.4.	Nature des prix.....	9
7.5.	Prix de règlement	9
ARTICLE 8.	MODALITES D’EXECUTION	9
8.1.	Dispositions générales.....	9
8.2.	Lieux de livraison	9
8.3.	Conditionnement et emballages	10
8.4.	Transport.....	10
ARTICLE 9.	PILOTAGE ET SUIVI D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
9.1.	Délais maximums de livraison et mise à disposition des fournitures.....	10
9.2.	Restitution de la cuve.....	10
9.3.	Opérations de vérification - Décisions.....	11
ARTICLE 10.	MODALITES DE PILOTAGE DES PRESTATIONS	12
10.1.	Comité de pilotage de l’accord-cadre	12
10.2.	Comité de suivi technique.....	12

ARTICLE 11. AVANCE	12
ARTICLE 12. ACOMPTE	13
ARTICLE 13. SUIVI DE L'EXECUTION – LIVRABLES	13
13.1. Rapport d'activité.....	13
13.2. Livrables.....	14
ARTICLE 14. REGLEMENT – FACTURATION – CESSIION DE CREANCES.....	14
14.1. Règlement	14
14.2. Facturation	14
14.3. Délai de paiement.....	15
14.4. Comptable assignataire et ordonnateur secondaire	15
14.5. Cession ou nantissement de créances	16
14.6. Personne habilitée à fournir les renseignements.....	16
ARTICLE 15. MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....	16
15.1. Révisions des prix	16
15.2. Clause de sauvegarde	17
15.3. Clause de réexamen.....	17
ARTICLE 16. ÉVOLUTION TECHNIQUE – INNOVATION	17
16.1. Initiative du titulaire	17
ARTICLE 17. RESPONSABILITES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES DES ENTREPRISES	18
17.1. Certification achats responsables	18
17.2. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	18
17.3. Protection de la santé et de la sécurité des personnes.....	18
17.4. Développement durable et achats éthiques	19
17.5. Traitement des données à caractères personnels.....	19
ARTICLE 18. PENALITES – PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION – SURSIS	19
18.1. Pénalités pour retard	19
18.2. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles	20
18.3. Pénalités pour absence de livrables.....	20
18.4. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison.....	20
ARTICLE 19. MEDIATION – RESILIATION.....	21
19.1. Médiation	21
19.2. Résiliation	21
ARTICLE 20. CONTENTIEUX.....	22
ARTICLE 21. DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	22

Article 1. OBJET – DECOMPOSITION – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de gaz propane liquéfié (GPL) avec ses prestations associées (mise à disposition d'une cuve avec maintenance) sur le site du camp militaire de Suippes (51), au profit de la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC).

Le dispositif de la cuve et la fourniture de GPL permet d'alimenter un système afin d'éliminer des munitions chimiques non transportables.

Les spécifications techniques sont décrites aux dispositions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2. Décomposition de l'accord-cadre

L'objet de l'accord-cadre ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, il ne fait pas l'objet d'un allotissement conformément aux dispositions de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

L'accord-cadre se décompose comme suit :

- **Poste 1** : livraison et fourniture de gaz propane liquéfié
- **Poste 2** : location d'une cuve pour 48 mois avec maintenance

1.3. Forme et durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu pour une durée de quatre (4) ans soit, 48 mois à compter de la date de sa notification.

Article 2. ÉTENDUE QUANTITES DE L'ACCORD-CADRE

- Les quantités estimatives*, exprimées sur la durée ferme de l'accord-cadre, soit 4 ans, sont les suivantes :

Poste 1 : La fourniture de GPL = 1 000 tonnes

Poste 2 : La location de la cuve pour 48 mois

- L'accord-cadre est conclu, pour la durée de ce dernier, sans minimum et avec les maximums suivants :

Poste 1 : La fourniture de GPL = 6 000 000€ H.T

Poste 2 : La location de la cuve pour 48 mois = 300 000€ H.T

** Ces indications ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord cadre.*

Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Il est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son bordereau de prix ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) et ses annexes ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Le dossier technique du titulaire.

Le CCAG/FCS n'est pas annexé au présent accord-cadre.

Les dérogations au CCAG/FCS figurent au dernier article du présent CCAP.

Les exemplaires originaux des documents contractuels conservés dans les archives de la personne publique font seuls foi.

Article 4. REPRESENTATION DES PARTIES

4.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est le correspondant du titulaire et est l'autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le CCAP et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongations de délais d'exécution et de sursis de livraison.

Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat Général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
Sous-directeur de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Place Beauvau - 75800 PARIS cedex 08
sailmi-sdasem@interieur.gouv.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

4.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'administration, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

L'interlocuteur de l'administration est désigné à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer l'administration, dans les plus brefs délais, d'un éventuel changement d'interlocuteur.

Article 5. OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1. Obligations du titulaire

5.1.1. OBLIGATION DE RESULTAT ET RESPONSABILITE:

Il pèse sur le titulaire une obligation de résultat dans la fourniture des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du CCTP. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Le titulaire est réputé avoir inclus dans son offre tous les moyens techniques, humains, logistiques et matériels à mettre en œuvre pour exécuter les prestations confiées et répondre à son obligation de résultat. Il appartient au titulaire de compléter, si nécessaire, ses moyens pour répondre aux évolutions du besoin pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des spécificités du lieu d'exécution et des prestations qui lui sont confiées. Il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations tenant à l'exécution des prestations pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

5.1.2. OBLIGATION D'INFORMATION:

Le titulaire est tenu de rendre compte de toute difficulté rencontrée pendant l'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le représentant de l'administration de toute anomalie rencontrée lors de l'exécution de la prestation objet du présent accord-cadre.

5.1.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE:

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'administration, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution. À l'issue de l'exécution du présent accord-cadre, le prestataire s'engage à restituer l'ensemble des documents remis par l'administration.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'administration peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de ce dernier.

5.1.4. CLAUSE SOCIALE – ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION DE DECROCHAGE SCOLAIRE

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire.

Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures, à réaliser pendant la période ferme. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire.

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal). Le titulaire de l'accord-cadre reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du SAILMI, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. A tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par l'accord-cadre.

5.1.5. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent accord-cadre comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrale de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (norme NF X 50- 135- 1 et 2).

Plan de progrès :

Le titulaire devra remettre chaque année un rapport annuel indiquant les recherches effectuées avec ses fournisseurs dans l'écoconception des produits, stipulant les solutions de recyclage possibles et à mettre en place avec les bénéficiaires. Il sera nécessaire d'indiquer par lot les leviers et les actions identifiés pour le recyclage ou la réutilisation des produits. Des réunions de suivi annuelles seront organisées pour présenter le rapport.

Le titulaire devra, dans le cadre du plan de progrès, proposer au cours du marché des produits éco-conçus ou faire foi des recherches effectuées pour proposer des alternatives.

Ce rapport est transmis par voie dématérialisée aux courriels mentionnés à l'article 14 infra.

Documentation

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

Les papiers et enveloppes utilisés sont impérativement issus de forêts gérées durablement (types FSC, PEFC ou équivalents). Les enveloppes disposent soit d'un label NF Environnement, écolabel européen ou équivalent.

5.2. Obligation de l'administration

L'administration est tenue au secret des affaires.

Article 6. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre (prestations de services. Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R. 2193-1 et suivants du même code.

La sous-traitance totale est interdite.

Article 7. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7.1. Monnaie

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire EURO (€).

7.2. Forme des prix

Les prix sont :

- Libellés en euros ;
 - o Forfaitaires hors taxes pour la livraison et fourniture de GPL
 - o Forfaitaires hors taxes pour la location de la cuve et sa maintenance ;
- Toutes taxes comprises remisés (le taux de TVA est indiqué à part dans la colonne TVA de l'annexe financière) ;
- Réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

7.3. Contenu des prix

Les prix comprennent :

- La location de cuve avec maintenance ;
- La livraison et la fourniture de GPL (assurance, transport et déchargement à destination compris)
- Le conditionnement
- Toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- Les taxes fiscales ;
- Plus généralement, tous les frais correspondant aux obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du présent dossier.

Les propositions de prix font apparaître :

- La référence produit ;
- Le prix Forfaitaire hors taxes ;

- Le taux de TVA ;
- Le prix Forfaitaire TTC à deux chiffres maximum après la virgule.

7.4. Nature des prix

Les prix sont définitifs et révisables par application d'une formule de révision.

7.5. Prix de règlement

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.2.1 du CCAG/FCS le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de la commande.

Article 8. MODALITES D'EXECUTION

8.1. Dispositions générales

Les prestations font l'objet de bons de commande émis par le Centre de Prestation Financière au fur et à mesure de l'apparition des besoins. Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande, notifiés au titulaire par voie dématérialisée, comportent les mentions suivantes :

- L'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro de commande CHORUS (référence interne à l'administration) et sa date d'émission ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité commandée ;
- Le prix forfaitaire : prix HT, montant de la TVA, prix TTC ;
- Le délai de livraison
- Le lieu de livraison et de réalisation ;
- Les coordonnées du service chargée de la réception ;
- L'adresse de facturation.

La date de réception du bon de commande par le fournisseur tient lieu de notification de la commande.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

8.2. Lieux de livraison

Les fournitures sont livrées à l'adresse suivante :

**CAMP MILITAIRE
51600 - SUIPPES**

Les livraisons s'effectuent, sauf indication particulière figurant sur les bons de commande, pendant les jours et heures suivantes :

C4 : du lundi au jeudi de 08h00 à 17h00 et le vendredi de 08h00 à 13h45.

Le livreur devra noter la température au moment de la livraison.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent impérativement être accompagnées d'un état de livraison dans les conditions prévues par l'article 21 du CCAG/FCS.

8.3. Conditionnement et emballages

Le titulaire a la responsabilité des opérations de conditionnement et d'emballage des équipements de façon à assurer leur protection pour supporter sans dommage le transport entre ses locaux et le lieu de livraison.

Les frais de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages restent la propriété de l'administration.

8.4. Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que les opérations de chargement, d'arrimage et de déchargement, incombent, dans leur intégralité, au titulaire de l'accord-cadre.

Article 9. PILOTAGE ET SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Délais maximums de livraison et mise à disposition des fournitures

La mise à disposition de la cuve devra intervenir dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la notification du bon de commande au titulaire.

Concernant la fourniture de gaz de propane liquéfié, la fréquence de livraison est limitée à une livraison tous les 10 à 15 jours.

Les délais occasionnés par d'éventuelles procédures de dédouanement ne modifient pas les délais contractuels.

Le titulaire informe par voie dématérialisée les habilités sur le site du camp militaire de Suippes des jours et heures prévues de livraison du GPL.

Le jour de la mise à disposition de la cuve et les jours de livraison de GPL, un procès-verbal d'admission sera établi entre le titulaire et un représentant de l'administration.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, l'admission n'entraîne pas de transfert de propriété en vertu de la nature de la prestation.

9.2. Restitution de la cuve

Au terme de la prestation de location, la cuve et les équipements seront restitués dans un état correspondant à leur ancienneté et à leur état normal d'usure, compte tenu de l'usage sur la durée totale de l'accord-cadre.

Les modalités de restitution des équipements sont fixés d'un commun accord entre le titulaire et

l'administration publique au moins trois (3) mois avant la date de la notification de restitution.

Quant au pompage et à la reprise des reliquats de GPL encore présent dans la cuve à l'expiration du marché, ces derniers seront à la charge du titulaire, avec refacturation du produit par le maître d'ouvrage au dernier prix appliqué.

9.3. Opérations de vérification - Décisions

Pour chaque bon de commande, les prestations sont soumises à des opérations de vérification quantitatives et qualitatives.

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/ FCS le titulaire n'est pas convié aux opérations de vérification.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- Aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- Aux spécifications techniques contenues dans le cahier des clauses particulières et l'offre du titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, la personne publique dispose d'un délai de 15 jours à compter de la livraison effective des fournitures pour effectuer ces opérations de vérification et notifier sa décision.

Le titulaire se voit notifier une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision de réception des fournitures.

- Lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée.

Le titulaire dispose alors d'un délai 15 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les matériels ajournés.

Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai 15 jours.

Si le titulaire présente les prestations mises au point, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, à compter de la date de nouvelle présentation, de la totalité du délai prévu pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et notifier sa décision, soit 30 jours.

- Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le **rejet partiel ou total**. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

En cas d'ajournement ou de rejet, les frais de réacheminement des matériels sont à la charge du fournisseur.

En cas de rejet définitif à la seconde présentation pour vérification, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Seule la décision (expresse ou tacite) de réception des fournitures vaut acceptation définitive de celles-ci.

Article 10. MODALITES DE PILOTAGE DES PRESTATIONS

10.1. Comité de pilotage de l'accord-cadre

Un comité de pilotage de l'accord-cadre sera organisé dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'accord-cadre. Le titulaire sera averti au moins 7 jours avant la tenue de la réunion. Le comité sera composé du titulaire, du point de contact pour le service avant/après-vente ainsi que des représentants des entités bénéficiaires de l'accord-cadre.

Le comité de pilotage traite plus particulièrement des sujets suivants :

- Grandes orientations en matières de maintien en condition opérationnelle ;
- Tableau de bord de synthèse concernant les fournitures ;
- Proposition d'amélioration pour l'exécution des prestations.

À l'issue de la réunion le titulaire devra rédiger un compte-rendu de réunion qu'il transmettra selon les modalités prévues à l'article 13.2 infra.

Le comité de pilotage aura lieu annuellement, dans un délai de 15 jours, à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.

10.2. Comité de suivi technique

Ce comité a pour objet de traiter l'ensemble des prestations issues de l'accord-cadre notamment :

- Contrôler la bonne exécution du marché ;
- Contrôler la bonne qualité des équipements livrés ;
- Contrôler la bonne qualité des réparations matérielles.

Ce comité est constitué du titulaire ainsi que des représentants du service exécutant.

L'administration est tenue de prévenir le titulaire au moins 10 jours au préalable avant la tenue du comité de suivi technique.

Suite à ce comité le titulaire est tenu de rédiger un compte rendu à envoyer dans un délai de 15 jours, aux destinataires suivants :

sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr

Article 11. AVANCE

Sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, le titulaire bénéficie de l'avance prévue par les articles R. 2191-3 à R. 2193-10 du Code de la commande publique.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes (HT) et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

L'avance est payée, sans formalité, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du bon de commande.

En cas de versement d'une avance, le titulaire établit une facture du montant des fournitures livrées

sans tenir compte de l'avance versée. Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

Article 12. ACOMPTES

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre ouvrent droit à des acomptes dans les conditions prévues aux articles R. 2191-20 à 22 du code de la commande publique.

La somme cumulée des acomptes versés ne peut dépasser 80 % du montant HT des prestations auxquelles ils se rapportent.

Le montant de chaque acompte est arrondi à l'euro inférieur.

La périodicité du versement des acomptes est trimestrielle (mensuelle, sur demande, pour les PME et PMI). Le titulaire produira à l'appui de sa demande, les justificatifs d'exécution des prestations dont il compte obtenir le paiement.

Toute demande d'acompte accompagnée d'un projet de décompte et des pièces justificatives doit être adressée sous forme dématérialisée à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le solde sera versé à la réception.

Article 13. SUIVI DE L'EXECUTION – LIVRABLES

Le titulaire est invité à prendre contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur pour lui faire part de toute difficulté dans l'exécution du marché.

13.1. Rapport d'activité

À chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre, le titulaire produit un rapport d'activité à l'attention du représentant du pouvoir adjudicateur pour faire le point sur l'exécution financière et technique du marché.

Ce rapport d'activité doit comporter les informations suivantes :

- Les niveaux de consommation de l'année écoulée. Si le titulaire a plusieurs lots, il doit mentionner les niveaux de consommation par lots.
- Les difficultés rencontrées lors de l'exécution
- Les résultats de la clause sociale
- Les produits innovants susceptibles d'être proposés pour l'exécution du marché

Une réunion de suivi de projet pourra être organisée si le titulaire rencontre des difficultés dans l'exécution de l'accord-cadre

Le rapport d'activité doit être fourni au plus tard 15 jours avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Il est fourni au format PDF aux adresses suivantes :

sailmi-achats-securite-interieur@interieur.gouv.fr (Bureau des achats métiers/BAM)

sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr (Bureau de la gestion des contrats et des commandes/BGCC)

13.2. Livrables

Nature du livrable	Format du livrable	Délai d'envoi	Destinataires
Rapport d'activité	Format PDF (ou équivalent)	15 jours ouvrés avant la date anniversaire de l'accord-cadre	BAM, BGCC
Compte-rendu du comité de pilotage de l'accord-cadre	Format PDF (ou équivalent)	15 jours ouvrés à date du comité	BAM, BGCC
Compte rendu réunion d'opportunité	Format PDF (ou équivalent)	15 jours ouvrés à date de réunion	BAM, BGCC

Article 14. REGLEMENT – FACTURATION – CESSION DE CREANCES

14.1. Règlement

Le règlement intervient par virement direct au compte ouvert au nom du titulaire et/ou de son ou ses sous-traitants directs éventuels dont la mention figure à l'acte d'engagement.

14.2. Facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies après réception des fournitures.

Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier ;
- Les nom et adresse du débiteur ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et la date de l'accord-cadre et éventuellement de chaque avenant ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le type et la quantité de fournitures livrées en précisant l'adresse de livraison ;
- Le montant hors TVA des fournitures livrées ;
- Le taux et les montants de la TVA ;
- Le montant total toutes taxes comprises des fournitures livrées ;
- La date d'établissement de la facture ;
- Le numéro d'engagement juridique (n° CHORUS indiqué dans le bon de commande)

La transmission des factures du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique.

[Les factures doivent impérativement être envoyées par voie dématérialisée.](#)

L'État met à disposition de ses fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures en un point unique à l'ensemble des structures publiques :

Le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

chorus-demat@interieur.gouv.fr

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par l'article 25 de la Loi sur la modernisation de l'économie (voir <https://chorus.pro.gouv.fr>).

Dans tous les cas, les factures doivent obligatoirement indiquer :

- le numéro de commande de référence (Engagement Juridique-EJ) à 10 chiffres,
- le code du service réceptionnant (service exécutant).

Ces deux informations figurent sur le bon de commande.

14.3. Délai de paiement

Le délai de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de la date de réception des fournitures ou des prestations si elle est postérieure. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité l'application d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros s'ajoutera aux intérêts moratoires.

14.4. Comptable assignataire et ordonnateur secondaire

Le comptable assignataire des paiements est :

**Contrôleur budgétaire et comptable ministériel
Immeuble Lumière
Place Beauvau
75800 Paris cedex 08**

L'ordonnateur secondaire procédant au mandatement est le Centre de Prestations Financières :

**Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Sous-direction des programmes et de l'achat
Centre de prestations financière
8 Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08**

14.5. Cession ou nantissement de créances

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique relatif à l'affectation des accord-cadre en nantissement et en cession de créances. Le certificat de cessibilité est établi sur chaque bon de commande à la demande du titulaire.

14.6. Personne habilitée à fournir les renseignements

L'ordonnateur secondaire est la personne habilitée à fournir les renseignements visés par les articles R2191-59 à 62 du Code de la commande publique.

Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Sous-direction des programmes et de l'achat
Centre de prestations financière
8 Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

Article 15. MODALITES DE VARIATION DES PRIX

15.1. Révisions des prix

Pour la fourniture de GPL :

- Les prix nets hors taxes de la fourniture du gaz propane sont révisés à chaque livraison de la manière suivante (pour notre marché : livraison tous les 10 à 15 jours) :
- Selon la référence PLAT'S CIF 7000MT NWE publié dans les magazines « usine nouvelle » ou « le moniteur » pour la part produit (A) ;
- Selon l'indice FSD1 – Frais et services divers, publié dans le magazine « usine nouvelle » ou « le moniteur » pour l'évolution de la part transport et dans la proportion de 80% de cette dernière (B) ;
- Selon l'indice CNL Route (comité national des loueurs) du 4^{ème} trimestre de l'année civile précédente pour l'évolution de la part transport et dans la proportion de 80% de cette dernière © ;
- Selon la valeur de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), évolutive chaque année au 1^{er} janvier (D).

Le prix est en € HT/tonne = $A + S \times (0,2 + 0,8 \times B/B0) + T \times (0,2 + 0,8 \times C/C0) + D$

Où :

A = PLAT'S CIF 7000MT NEW du mois M-1

S = prix initial des frais de service (révisable annuellement et fixe sur la première période du marché)

T = prix initial des frais de transport (révisable annuellement et fixe sur la première période du marché)

B0 = indice FSD1, valeur janvier 2025

B = indice FSD1, du mois M-3

C0 = indice CNL, valeur du 4^{ème} trimestre 2024

C = indice CNL, valeur du 4^{ème} trimestre année précédente (N-1)

D = TICPE de l'année N en cours au moment de la livraison

Pour la location de la cuve :

- Les prix nets hors taxes de la location de la cuve, entretien et maintenance sont fixes sur la durée totale de l'accord-cadre.

15.2. Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation de plus de 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour le lot concerné sans indemnité.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre.

15.3. Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique et pour tenir compte notamment des évolutions tarifaires très fluctuantes portant essentiellement sur les coûts des matières premières et de transport, le prix des fournitures et des prestations comme leur encadrement en exécution (clause de sauvegarde, pénalités de retard, révision des prix) peuvent être réévalués au vu des éléments justificatifs apportés par le titulaire, d'un commun accord entre les parties à tout moment en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Cette évolution financière est constatée par avenant.

Article 16. ÉVOLUTION TECHNIQUE – INNOVATION

16.1. Initiative du titulaire

Par principe, les matériels du présent accord-cadre doivent demeurer identiques pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Néanmoins, compte tenu de l'évolution rapide des technologies, le titulaire doit s'efforcer de maintenir l'équilibre entre les performances et le prix des matériels proposés initialement.

En cas de changement de modèle dû à un retrait du catalogue ou à l'obsolescence du produit, le titulaire doit obligatoirement proposer des matériels de substitution présentant des caractéristiques identiques ou supérieures à celles des matériels à remplacer.

En outre, lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement, écologiquement ou financièrement dépassée, il peut également proposer une substitution permettant à l'administration de bénéficier de matériels présentant un meilleur rapport performance globale/prix.

Le titulaire ne proposera pas au titre de cet article de fournitures pour lesquels la fin de commercialisation est publiquement annoncée, programmée ou connue de lui.

Le titulaire adressera au pouvoir adjudicateur une demande de remplacement des fournitures existantes par le nouveau produit. Cette demande est accompagnée d'une documentation technique complète sur le nouveau produit proposé. Toute substitution ne peut intervenir qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette substitution n'est pas constatée par avenant, sauf si elle entraîne une évolution financière.

Article 17. RESPONSABILITES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES DES ENTREPRISES

17.1. Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables — lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA) ».

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises, en association avec le Conseil National des Achats (CNA), accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediationdes-entreprises/>

17.2. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Il doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D8222-5 ou D8222-7 à D8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent être déposées par le candidat retenu sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'administration, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

17.3. Protection de la santé et de la sécurité des personnes

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des personnes. Il veille également au respect des prescriptions techniques fixées par le CCTP.

17.4. Développement durable et achats éthiques

Les matières premières utilisées dans la réalisation des fournitures livrées doivent avoir été produits dans le respect des huit conventions fondamentales de l'OIT portant sur la liberté d'association et la négociation collectives (normes 87 et 98), l'abolition du travail forcé (normes 29 et 105), l'élimination de la discrimination (normes 100 et 111) et l'élimination du travail des enfants (normes 138 et 182).

Le titulaire devra veiller à limiter au maximum l'impact environnemental des produits proposés. De même les conditions d'éliminations en fin de vie de ces fournitures doivent être prévues par le titulaire.

17.5. Traitement des données à caractères personnels

Au titre du présent accord-cadre, l'administration et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (cf. annexe 1 du présent document).

Article 18. PENALITES – PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION – SURSIS

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'Administration applique des pénalités.

Lorsque l'Administration envisage d'appliquer ces pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours calendaires.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'Administration considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent comme ci-dessous :

18.1. Pénalités pour retard

- Quarante-cinq (45) jours à la notification du marché, le titulaire aura l'obligation de rendre opérationnelle le système à savoir, l'installation de la cuve, le raccordement ainsi que la mise en route.
- Le titulaire est dans l'obligation de garantir continuellement le fonctionnement de l'installation sans interruption. Sauf en cas de force majeure (V. Article 3.3.3 du CCTP)

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

En application des dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \left(\frac{V \times R}{1000} \right)$$

Dans laquelle :

- P = montant des pénalités ;
- V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = nombre de jours de retard.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

18.2. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles

En cas de fuite, ou de potentialité de fuite, de données personnelles, le sous-traitant au sens du règlement général sur la protection des données - RGPD (Cf. annexe 1 « Dispositions relatives à la protection des données personnelles » au présent document) encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1000 € par donnée personnelle et par personne concernée.

La fuite potentielle de données personnelles est caractérisée en cas de non-respect, par exemple, des préconisations validées par l'administration s'agissant des règles de gestion et des mesures techniques de sécurisation des moyens de traitement des informations sensibles du ministère de l'Intérieur, susceptibles alors d'entraîner une fuite potentielle des données.

18.3. Pénalités pour absence de livrables

Lorsque le titulaire ne respecte pas les délais d'envoi des livrables celui-ci encourt une pénalité de 50€ par jour de retard.

18.4. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison

Une prolongation du délai d'exécution est accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai d'exécution, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Aucune demande de prolongation ou de sursis ne peut être demandée pour le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution (éventuellement déjà prolongé).

Article 19. **MEDIATION – RESILIATION**

19.1. Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception :

**M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur
Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.**

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels. »

19.2. Résiliation

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG/FCS ;
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS ;
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG/FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG/FCS.

En cas d'inexécution de la prestation par le titulaire qui ne peut souffrir aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45.1 du CCAG/FCS.

Les commandes notifiées au titulaire avant la date d'effet de la résiliation doivent être honorées, quelles que soient les dates de livraison effective ou les dates d'exécution des prestations concernées.

Article 20. CONTENTIEUX

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
France
Téléphone : +33(0)1 44 59 44 00 – Télécopie : +33(0)1 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées exclusivement en langue française.

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

Article 21. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

- L'article 7.5 du présent document déroge aux dispositions de l'article 10.2.1 du CCAG/FCS, en ce que le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de la commande.
- L'article 8.3 du présent document déroge aux dispositions de l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, en ce que les emballages restent la propriété de l'administration.
- L'article 9.1 du présent document déroge aux dispositions de l'article 31 du CCAG/FCS, en ce que l'admission n'entraîne pas de transfert de propriété en vertu de la nature de la prestation.
- L'article 9.3 du présent document déroge aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/FCS, en ce que le titulaire n'est pas convié à assister à la réalisation des opérations de vérification.
- L'article 9.3 du présent document déroge aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, en ce que la personne publique dispose d'un délai de 30 jours à compter de la livraison effective des fournitures pour effectuer les opérations de vérification et notifier sa décision.